

Initiatives ministérielles

Nous savons aussi que le gouvernement fédéral a dit aux agriculteurs qui refusaient d'adhérer aux plus récents programmes de protection du revenu agricole, soit le RARB et le CSRN, qu'ils seraient exclus des autres programmes. Le gouvernement fédéral a promis aux agriculteurs la troisième ligne de défense. Ils ont donc adhéré au RARB et au CSRN. Maintenant que nous en avons un urgent besoin, il n'y a pas de troisième ligne de défense. C'est vraiment injuste.

On trouve en Saskatchewan 40 p. 100 des exploitations agricoles et 4 p. 100 de la population. Nous ne pouvons résoudre seuls la crise agricole et nous ne pouvons plus accepter que le gouvernement fédéral continue de transférer ses dettes et ses responsabilités au gouvernement provincial et aux producteurs de la province.

Le ministre des Finances était encore récemment ministre de l'Agriculture. Il est conscient de la gravité de la crise qui sévit dans les Prairies. Par conséquent, s'il n'agit pas aujourd'hui, on devra en conclure qu'il ne veut pas agir. Il n'a pas besoin qu'on lui dise quelle serait l'incidence, sur nos collectivités et notre économie, de la disparition de 10 000 autres fermes dans l'ouest du Canada.

Le ministre sait que le fait d'investir dans l'industrie agricole au moment où celle-ci vit sa période la plus difficile pourrait littéralement sauver celle-ci. Il connaît l'importance de l'agriculture pour le bien-être du pays tout entier, et je suis franchement étonné qu'il n'ait pas saisi cette occasion d'assurer l'avenir de cette industrie essentielle.

De toute évidence, le défi du prochain gouvernement fédéral consistera à remettre notre pays sur pied, ce qui inclut l'établissement d'un secteur agricole viable et productif. J'ai bien hâte aux prochaines élections, parce que tous les Canadiens auront la possibilité de discuter de l'économie nationale. Ceux qui vivent dans les collectivités agricoles que je représente, de même que dans d'autres collectivités un peu partout dans l'Ouest, pourront rendre le gouvernement responsable de son apathie face à cette question et à d'autres.

Il existe au pays une autre vision de l'économie, et nous les néo-démocrates sommes fiers que notre option englobe un programme à long terme pour les producteurs agricoles et les Canadiens qui vivent en milieu rural. Il faut que la situation change au Canada, et si l'actuel gouvernement ne veut pas la changer, les Canadiens n'auront d'autre choix que de changer le gouvernement.

M. Dan Heap (Trinity—Spadina): Madame la Présidente, je suis très heureux d'avoir l'occasion de parler du projet de loi C-98, portant pouvoir d'emprunt, parce que l'exposé financier, le mini-budget, du vice-premier ministre et ministre des Finances illustre à la perfection le meilleur exemple d'entêtement que j'ai eu l'occasion de voir au cours de mes onze années au Parlement.

Depuis huit ans, le gouvernement nous promet la prospérité, mais augmente l'impôt de la majorité des Canadiens, en l'occurrence des salariés, des travailleurs autonomes et des chômeurs. Il donne l'excédent, sous forme d'allègements fiscaux, aux employeurs et aux bien nantis.

Résultat? En huit ans, le gouvernement a fait passer le nombre de chômeurs canadiens à 1,5 million, sans compter les gens dont il ne tient pas compte. Nous savons qu'il y a au moins un million de chômeurs de plus, peut-être même un million et demi, des gens qui sont découragés ou qui travaillent trop peu pour gagner leur vie, parce qu'il n'y a pas d'autres emplois pour eux. Cependant, selon les statistiques officielles, le gouvernement nous a tout simplement ramenés au point où nous en étions il y a 10 ou 11 ans.

La seule différence, c'est que la plupart des usines qui ont mis à pied plusieurs centaines de milliers de travailleurs ont fermé leurs portes et vendu leur équipement et que plus personne ne travaillera à ces endroits.

Le gouvernement a aussi doublé, ou plus que doublé, la dette nationale. Naturellement, certains se réjouiront du fait que les riches amis des conservateurs se seront enrichis encore davantage en détenant une bonne partie de cette dette. Toutefois, le gouvernement appauvrit encore un peu plus la plupart des Canadiens pauvres tout en prétendant se soucier de leur bien-être.

Examinons l'exposé du ministre des Finances. Au tableau 1, celui sur les réductions des dépenses, on voit que les premiers à écoper sont ceux qui se retrouvent au bas de l'échelle, c'est-à-dire les chômeurs. Au lieu de 60 p. 100 de leurs prestations d'assurance-chômage, ils toucheront 57 p. 100, et le gouvernement économisera du même coup 1,5 milliard de dollars en deux ans et un trimestre.

Puis il y a ceux qui quittent leur emploi et ceux qui sont congédiés: ils pourront discuter de la raison pour laquelle ils ont quitté leur emploi ou contester la raison pour laquelle ils ont été congédiés, mais ils devront le faire sans rien avoir à se mettre sous la dent. Ce sera difficile. Le gouvernement va économiser près de 2,5 milliards de dollars pendant ces deux années et un trimestre grâce à cette mesure.

Il y aura ensuite des réductions des dépenses en sciences et technologie. Ce seront surtout des salaires.